

L'ONU appelle à nouveau à mettre fin à l'impasse dans le processus de paix israélo-palestinien

23 juin 2011 — Alors que la communauté internationale est toujours préoccupée par l'impasse dans laquelle se trouve le processus de paix israélo-palestinien, le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires politiques, B. Lynn Pascoe, a réitéré jeudi devant le Conseil de sécurité l'appel des Nations Unies à une reprise rapide des pourparlers.

Selon M. Pascoe, le Président américain Barack Obama a fait part, dans un discours le 19 mai, d'idées importantes qui pourraient contribuer à l'accélération des pourparlers entre Palestiniens et Israéliens. Il a aussi rappelé que le Quatuor sur le Moyen-Orient (Etats-Unis, Russie, Union européenne et Nations Unies), dans sa déclaration du 20 mai, a réitéré l'appel vigoureux qu'il avait lancé aux parties afin qu'elles reprennent, sans délai et sans conditions préalables, les négociations directes.

En outre, a poursuivi M. Pascoe, le Ministre des affaires étrangères de la France, Alain Juppé, a fait des propositions pour la reprise de ces négociations, tandis que la Haute-Représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Catherine Ashton, s'est rendue dans la région pour faire comprendre aux parties le sentiment d'urgence qui prévaut.

En ce qui concerne la mise en œuvre de l'accord de réconciliation conclu au Caire le 4 mai entre les dirigeants palestiniens du Fatah et ceux du Hamas, le Secrétaire général adjoint a indiqué qu'une réunion avait eu lieu entre ces dirigeants sous les auspices de l'Égypte. De son côté, la Ligue des États arabes a discuté des moyens de soutenir la mise en œuvre de la réconciliation palestinienne et de fournir une aide financière aux Palestiniens.

Le Président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, a également tenu des consultations en Arabie Saoudite, le 13 juin, mais aucun accord n'a encore été trouvé sur la composition du gouvernement, a précisé M. Pascoe. D'ici les élections, tout gouvernement qui sera constitué devra respecter le programme du Président Abbas, a préconisé le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

En Cisjordanie, la coopération entre l'Autorité palestinienne et Israël se poursuit, a-t-il observé, se félicitant à cet égard qu'un huitième bataillon des Forces de sécurité palestiniennes bénéficie d'une formation en Jordanie. L'ONU compte sur Israël pour qu'il poursuive sa coopération pour le transfert des collectes de la TVA et de ceux des revenus tirés du paiement des droits de douane au compte de l'Autorité palestinienne, a indiqué M. Pascoe.

En ce qui concerne Gaza, il a relevé le calme qui a prévalu ces 10 dernières semaines, malgré les incidents survenus auparavant, qui ont fait des victimes civiles palestiniennes. L'ONU réitère son appel au calme et à la retenue pour protéger les civils des deux côtés, a dit M. Pascoe. Il a signalé qu'Israël a approuvé des projets de construction dans la bande de Gaza pour une valeur de 100 millions de dollars. De son côté, l'Égypte a pris des mesures pour faciliter le passage de personnes et de biens entre son territoire et celui de Gaza au point de contrôle de Rafah, tout en continuant de lutter contre les tentatives de contrebande d'armes.

Faisant référence aux rumeurs selon lesquelles une nouvelle flottille d'embarcations serait envoyée sur Gaza dans les prochains jours, M. Pascoe a réitéré la ferme position des Nations Unies sur ce point, à savoir que l'assistance à la population de Gaza ne devrait lui être fournie qu'à travers des voies et des passages officiels. Il a précisé que le Secrétaire général a écrit aux gouvernements concernés afin qu'ils usent de leur influence pour décourager ces flottilles.

Le 25 juin prochain, le soldat israélien Gilad Shalit aura passé cinq ans aux mains du Hamas, a poursuivi M. Pascoe. L'ONU demande qu'il bénéficie d'un accès humanitaire et d'une libération immédiate, a-t-il dit, soulignant à cet égard l'importance des efforts visant l'échange de prisonniers.

M. Pascoe a, par ailleurs, noté que les activités de peuplement et de construction de colonies menées par Israël se poursuivent en violation du droit international et de la Feuille de route. À cet

égard, il a signalé notamment la construction de 1.774 unités de logement en Cisjordanie et l'approbation de la construction de 294 unités supplémentaires dans la colonie de Beitar Ilit. Le Secrétaire général adjoint s'est également déclaré préoccupé par les démolitions survenues dans la zone C, qui ont conduit au déplacement de 260 personnes, dont 145 enfants.

S'agissant de la situation au Golan, M. Pascoe a rappelé que, le 5 juin, de nombreux manifestants ont tenté de franchir la ligne de cessez-le-feu, ce qui a entraîné une réaction de la part des Forces de sécurité israéliennes (FSI) et causé 23 morts. La Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement (FNUOD) a contribué au retour au calme.

Quant à la situation au Liban, le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques a rappelé la formation d'un nouveau gouvernement, le 13 juin, et souligné les attentes du Secrétaire général à l'égard de ce nouveau gouvernement libanais, notamment en ce qui concerne le besoin de réitérer l'engagement du Liban envers la pleine mise en œuvre de la résolution 1701 du Conseil de sécurité.